

Rapport DG22.0257

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN
IMMEUBLE BATI**

Suivant le Décret n° 2019.251 du 27 mars 2019, de l'Arrêté du 16 juillet 2019 et la norme NF X 46 020 d'août 2017.



⇒ IMMEUBLE BATI VISITE :	Centrale électrique et salle groupe électrogène Aéroport de Lille Lesquin 59813 LESQUIN
⇒ DONNEUR D'ORDRE :	SNA N M. PORT JACQUES BP 10416 Aéroport LILLE LESQUIN 59813 LESQUIN
⇒ PROPRIETAIRE	SNA N BP 10416 Aéroport LILLE LESQUIN 59813 LESQUIN

Constat établi par : M. Reynald MARTEL
Assistance technique : CG
Personne sur place: M. Port
Date du contrôle : 16/05/2022

A Saint-Omer, Le 20/052022
Le diagnostiqueur,
Certifié amiante Mention
Reynald MARTEL

ANALYSES REALISEES PAR :

EUROFINS CEBAT SAS
Bât B1 1294 rue Achille Pérès
59640 DUNKERQUE



SAINT-OMER (Siège social) : 1, rue Cassini - BP 60 117 BLENDECQUES- 62502 ST-OMER Cedex
LILLE - ARRAS - SAINT-POL-SUR-TERNOISE - LUMBRES - AIRE-SUR-LA-LYS - CAMBRAI

Service diagnostics Tél : 03.21.38.79.34 - Fax : 03.21.95.22.00 – diagnostics@ingeo.fr
www.ingeo.fr

SOMMAIRE

1.	Précision sur la mission de repérage avant travaux.....	6
1.1.	Immeuble et parties concernées.....	6
1.2.	Informations client et diagnostiqueur	7
1.3.	Immeuble objet de la mission : Liste des pièces visites	9
2.	Informations réglementaires	10
2.1.	Objet de la mission :.....	10
2.2.	Avertissement :	10
2.3.	Obligations réglementaires.....	11
2.4.	- programme de repérage :.....	12
3.	Résultats détaillés du repérage (tableau de synthèse)	14
4.	Bilan des zones amiante par ZPSO	17
A.	ANNEXE : CROQUIS	18
B.	ANNEXE : PLANCHE DES ELEMENTS RELEVES.....	20
C.	ANNEXE : Rapports d'analyse des échantillons prélevés	23
D.	ANNEXE : annexe I de l'arrêté du 21 décembre 2012.....	28
E.	ANNEXE : Certificat et assurance	31

CONCLUSION DU RAPPORT

Suivant le Décret n° 2019.251 du 27 mars 2019, de l'Arrêté du 16 juillet 2019 et la norme NF X 46 020 d'août 2017.
Dans le cadre de la mission objet du présent rapport décrite en tête de rapport :

IL A ETE REPERE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Il convient de confier le désamiantage à une entreprise certifiée.

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

Le repérage est conforme à la réglementation dans le cadre de cette mission. Toutefois, il convient de rester vigilant lors des travaux quant à l'éventuelle mise à jour de matériaux suspects qui nécessitera un repérage complémentaire.

APRES ANALYSE EN LABORATOIRE

MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :

Numéro Porte Privative	Etage	Local (voir liste)	N° Prélèvement	Type Composant	Composant	Élément	Matériaux (CODIF)	Zone concernée	Liste	Résultat d'analyse	Quantité Estimée	Unité Quantifiée	ZPS O
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P001	Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols	Sol	Dalle Plastique + Colle Bitumineuse + Ragréage	tout	C	A	14,25	m²	ZPS O 1
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P001	Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols	Sol	Dalle Plastique + Colle Bitumineuse + Ragréage	tout	C	A	2,25	m²	ZPS O 1
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P007	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtements	Mur	Colle de Plinthe	ABCD	C	A	12	ml	ZPS O 7
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P007	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtements	Mur	Colle de Plinthe	CF	C	A	16,82	ml	ZPS O 7
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P007	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtements	Mur	Colle de Plinthe	AB	C	A	1,9	ml	ZPS O 7

APRES ANALYSE EN LABORATOIRE

MATERIAUX NE CONTENANT PAS D’AMIANTE :

Numéro Porte Partie Privative	Etage	Local (voir liste)	N° Prélèvement	Type Composant	Composant	Élément	Matériaux (CODIF)	Zone concernée	Liste	Résultat d'analyse	Quantité Estimée	Unité Quantité	ZPS O
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P002	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCDEFGHIJKL	B	NA			ZPS O 2
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P004	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCD	B	NA			ZPS O 4
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P005	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragréage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P006	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCD	B	NA			ZPS O 6
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P008	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Béton	tout	B	NA			ZPS O 8
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P009	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCDEF	B	NA			ZPS O 9
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3

Rapport de repérage n° DG22.0257

AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P005	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragréage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P010	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	CF	B	NA			ZPS O 10
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P012	Façades, parois verticales extérieures	Murs et cloisons en dur	Fenêtre	Mastic Vitrier	tout	C	NA			ZPS O 12
AL	0	Façade Avant	DG22.0257_P011	Façades, parois verticales extérieures	Panneaux sandwichs	Facade	Joints d'Etanchéité	Façade Avant	C	NA			ZPS O 11
AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P013	Toiture, terrasse et étanchéité >	Complexe d'étanchéité	Toiture	Bande Bitumeuse	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 13
AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P014	Toiture, terrasse et étanchéité >	Complexe d'étanchéité	Toiture	Complexe Asphalté	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 14
AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P015	Toiture, terrasse et étanchéité >	Eléments ponctuels et accessoires de toiture	Toiture	Autre Eléments Ponctuel	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 15
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P005	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragréage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P010	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	CD	B	NA			ZPS O 10
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3

(voir détail en 4 : résultats détaillés du repérage)

1. Précision sur la mission de repérage avant travaux

1.1. Immeuble et parties concernées

⇒ **IMMEUBLE BATI VISITE :** Centrale électrique et salle groupe électrogène
Aéroport de Lille Lesquin 59813 LESQUIN

⇒ **ANNEE DE CONSTRUCTION :** AVANT 1997

⇒ **DATE DU PERMIS DE CONSTRUIRE :** NON COMMUNIQUE

⇒ **Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :**

ANCIENS RAPPORTS DE DIAGNOSTICS effectués par des organismes qualifiés				
Les missions initiales de repérage de l'amiante dans l'immeuble et d'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante ont donné lieu aux rapports suivants :				
Numéro de référence	Date du rapport	Organisme intervenant	Objet du repérage	Conclusions / Commentaires éventuels
A 47	25/11/2005	DIAGTIM	Rapport amiante à intégrer au DTA	Présence d'amiante

PLANS ET DOCUMENTS				
Numéro de référence	Date	Organisme créateur	Objet	Commentaires éventuels

RECAPITULATIF DES DOSSIERS REALISES PAR INGEO :

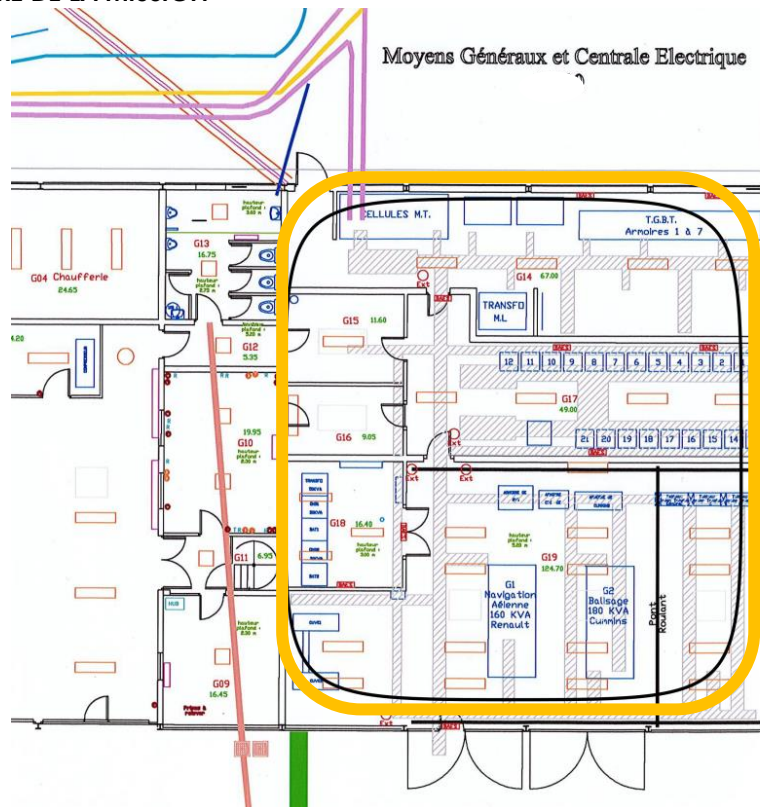
Numéro de référence	Date du rapport	Objet	Commentaires éventuels

⇒ **DESCRIPTIF DES TRAVAUX ENVISAGES :**

Rénovation de la centrale électrique et salle de groupes électrogène

Rappel ce rapport concerne seulement des éléments du bâtiment qui font l'objet des travaux désignés ci-dessus

⇒ **PERIMETRE DE LA MISSION**



Rappel ce rapport concerne seulement des éléments du bâtiment qui font l'objet du périmètre désigné ci-dessus

1.2. Informations client et diagnostiqueur

Date de la commande : 06/04/2022

Date de visite du repérage : 16/05/2022

⇒ **DONNEUR D'ORDRE :** **SNA N M. PORT JACQUES**
BP 10416 Aéroport LILLE LESQUIN
59813 LESQUIN

⇒ **PROPRIETAIRE :** **SNA N**
BP 10416 Aéroport LILLE LESQUIN
59813 LESQUIN

⇒ **REPRESENTANT DU DONNEUR D'ORDRE (ACCOMPAGNATEUR) :** M Port

⇒ **ANALYSES REALISEES LE LABORATOIRE :**

EUROFINS CEBAT SAS
Bât B1 1294 rue Achille Pérès
59640 DUNKERQUE

Constat établi par : M. Reynald MARTEL
Certifié amiante Mention :

N° du certificat : n° CPDI 3128 du 13/07/2017 Expire le : 12/07/2022 (Reynald)

Voir certificat en annexe


ASSURANCES : ALLIANZ – VERSPIEREN 8 avenue du stade de France 93218 LA PLAINE SAINT DENIS
N° 58709861/15369147
Valide jusqu'au : année civile en cours (2022)

1.3. Immeuble objet de la mission : Liste des pièces visitées

Liste des pièces visitées :

Etage	Local (voir liste)	Visité	Date de visite	Motif non visité
0	TGBT	Oui	16/05/2022	
0	Régulation	Oui	16/05/2022	
0	Magasin 1	Oui	16/05/2022	
0	Onduleur bleu	Oui	16/05/2022	
0	Onduleur vert	Oui	16/05/2022	
0	Salle groupe	Oui	16/05/2022	
0	Toiture	Oui	16/05/2022	

Pièces ou parties de l'immeuble bâti non visitées :

 Le reste de l'immeuble (non concerné par la mission)

Les parties non visitées sont exclues de notre mission et de la présente conclusion de ce rapport.

2. Informations réglementaires

2.1. Objet de la mission :

La présente mission consiste à établir le repérage avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti.

Ce repérage a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre et est réalisé pour satisfaire l'exigence du code du travail portant sur le risque d'exposition à l'amiante selon les articles L. 4412-2 et R. 4412-97.

Le repérage est réalisé dans le respect de la méthodologie décrite dans l'arrêté du 16 Juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis et la norme NF X 46-020. Il porte sur les zones concernées directement ou indirectement par les travaux prévus.

2.2. Avertissement :

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux matériaux et produits incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble bâti (cf. annexe 1 de l'Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis).

Le repérage est réalisé dans toutes les zones et les parties de l'immeuble sur lesquelles les travaux auront un impact direct ou indirect (vibrations, chocs, etc.)

Dans le cadre de la réalisation de cette mission de repérage avant travaux, la liste des matériaux de construction concernés par le repérage est directement en lien avec la nature des travaux envisagés (matériaux concernés directement ou indirectement par les travaux). L'annexe 1 de l'Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis représente la base du repérage. Cette liste est non exhaustive et l'opérateur de repérage est susceptible d'inclure dans le programme de repérage tout autre matériau susceptible de contenir de l'amiante compris dans les zones et parties de l'immeuble concernées par les travaux.

2.3. Obligations réglementaires

Conformément à l'article 11 de l'Arrêté du 16 Juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis :

- Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.
- En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante – parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.
- En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.
- En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux.

Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

2.4. - programme de repérage :

A Méthodologie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

La mission est réalisée conformément à l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

Pour mener à bien sa mission de repérage, l'opérateur recherche et identifie les matériaux et produits relevant de son programme de repérage et présents dans le périmètre de sa mission. Préalablement au démarrage des investigations sur site, ce programme et ce périmètre sont transmis pour avis au donneur d'ordre pour avis éventuel sur leur cohérence avec le programme de travaux.

Pour réaliser le repérage, l'opérateur procède à une inspection visuelle de tous les composants et parties de composants de la construction concernés par les travaux programmés, au besoin en réalisant des investigations approfondies. Il repère parmi les matériaux et produits présents ceux qui relèvent de son programme de repérage et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante, et ceux qui ne le sont pas.

Il conclut s'agissant de chaque matériau et produit identifié comme susceptible de contenir de l'amiante quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

L'opérateur de repérage exploite les informations concernant les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante résultant :

- d'un précédent repérage de l'amiante portant en tout ou partie sur le périmètre de la mission de repérage commandée
- d'un marquage sur un matériau ou un produit ou de documents techniques.

S'il ne dispose d'aucune information concernant les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ou s'il estime insuffisante la qualité des informations dont il dispose du fait de leur incomplétude, de leur défaut de fiabilité ou de pertinence, il appartient à l'opérateur de repérage de prélever un ou plusieurs échantillons en vue d'une analyse afin de pouvoir conclure à la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux ou les produits susceptibles d'en contenir.

Afin d'optimiser ses investigations et notamment le nombre de prélèvements devant être réalisés pour analyse, l'opérateur de repérage définit et valide des ZPSO (Zones présentant des similitudes d'ouvrages). Pour cela il réalise des sondages lui permettant de s'assurer que des composants de construction sont semblables.

Le fait d'estimer la quantité de matériaux et produits contenant de l'amiante fait partie de la mission de repérage. Cette estimation permet au donneur d'ordre d'évaluer les quantités prévisibles de déchets amiantés.

B - Sondage :

Pour les diagnostics avant travaux, ils sont réalisés en partant de la surface du support jusqu'à l'élément structural du bâtiment. En respect de l'Annexe C de la norme NF X 46-020, les prélèvements réalisés dans le cadre du présent repérage concernent tout ou partie de l'épaisseur des matériaux. Les mesures de prévention collective, le choix des équipements de protection individuelle et du matériel à utiliser sont issus de l'évaluation des risques réalisée préalablement à l'intervention, selon le mode opératoire d'INGEO dans lequel est détaillée la méthodologie de prélèvements.

C – Zones présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO) :

Établissement des zones présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO)

La recherche et la détermination des ZPSO est une démarche réalisée au cours de l'ensemble des étapes de la mission, dans le but final d'aboutir à l'identification et la localisation des ZPSO contenant ou non de l'amiante.

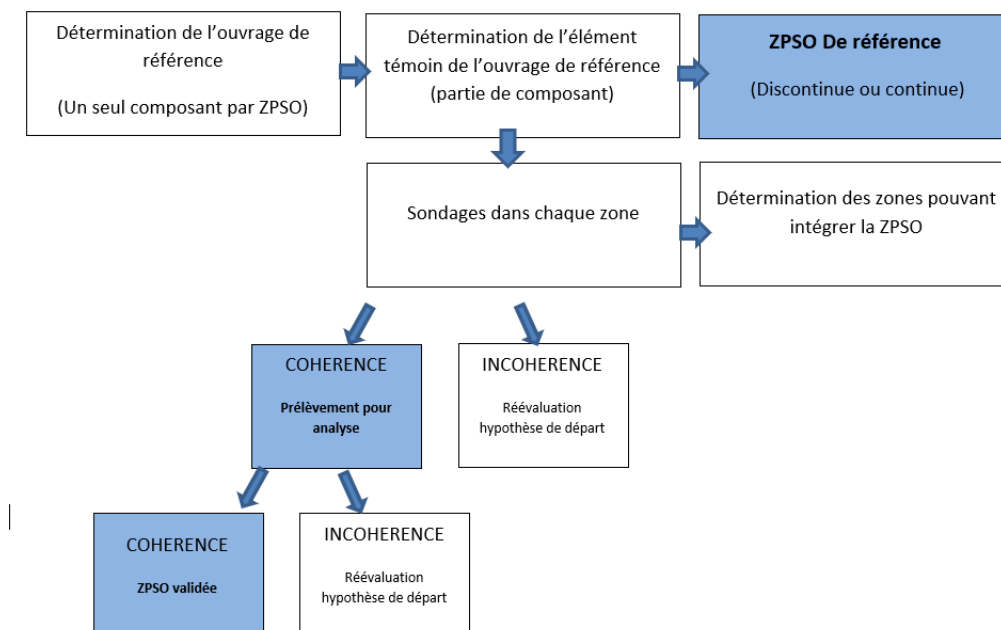
Chaque ZPSO sera donc identifiée par un ouvrage de référence, choisi comme le plus représentatif des ouvrages similaires.

Parmi les ouvrages composant l'immeuble bâti, l'opérateur de repérage prend en compte un certain nombre de critères pour déterminer chacun des ouvrages de référence :

- Détermination d'ouvrages de référence
- Caractérisation de la continuité ou non de la ZPSO
- Détermination et validation des zones présentant des similitudes d'ouvrage

Le nombre de sondages à réaliser sera directement impacté par le caractère continu ou discontinu de la ZPSO.

Schématisation de la démarche :



D – les prélèvements pour analyse des matériaux et produits :

Suite à une inspection visuelle et, le cas échéant, suite à une investigation approfondie, et s'il ne dispose d'aucune information ou en cas de doute sur la qualité des informations dont il dispose, l'opérateur de repérage, en-dehors des cas où la réglementation l'autorise expressément à statuer sur son jugement personnel, doit prélever un ou plusieurs échantillons, selon les indications de l'Annexe A, pour pouvoir conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante dans des matériaux et produits.

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité, la stratégie d'échantillonnage. Il définit parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ; ce nombre de prélèvements est représentatif des surfaces considérées et doit, sauf motifs dûment justifiés, être conforme aux prescriptions de l'Annexe A.

3. Résultats détaillés du repérage (tableau de synthèse)

Description des éléments en place au jour de la visite

Numéro o Porte Partie Privative	Etag e	Local (voir liste)	N° Prélèvement	Type Composan t	Composant	Elémén t	Matériaux (CODIF)	Zone concernée	List e	Résultat d'analys e	Quantit é Estimée	Unité Quantit é	ZPS O
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P00 1	Planchers et planchers techniques	Revêtement s de sols	Sol	Dalle Plastique + Colle Bitumineus e + Ragréage	tout	C	A	14,25	m ²	ZPS O 1
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P00 2	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCDEFGHIJK L	B	NA			ZPS O 2
AL/1	0	Tgbt	DG22.0257_P00 3	Plafonds et faux- plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P00 1	Planchers et planchers techniques	Revêtement s de sols	Sol	Dalle Plastique + Colle Bitumineus e + Ragréage	tout	C	A	2,25	m ²	ZPS O 1
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P00 4	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCD	B	NA			ZPS O 4
AL/1	0	Magasin 1	DG22.0257_P00 3	Plafonds et faux- plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P00 5	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragréage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P00 6	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCD	B	NA			ZPS O 6
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P00 7	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtement s	Mur	Colle de Plinthe	ABCD	C	A	12	ml	ZPS O 7
AL/1	0	Onduleur bleu	DG22.0257_P00 3	Plafonds et faux- plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3

Rapport de repérage n° DG22.0257

AL/1	0	Onduleur bleu	Matériaux > 1997	Plafonds et faux-plafonds	Faux-plafonds	Plafond	Panneaux et Plaques	tout	A				
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P008	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Béton	tout	B	NA			ZPS O 8
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P009	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	ABCDEF	B	NA			ZPS O 9
AL/1	0	Régulation	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P005	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragraillage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Salle groupe	Par nature	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Métal	AB	B				
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P010	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	CF	B	NA			ZPS O 10
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P007	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtements	Mur	Colle de Plinthe	CF	C	A	16,82	ml	ZPS O 7
AL/1	0	Salle groupe	Matériaux > 1997	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	DE	B				
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P003	Plafonds et faux-plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3
AL/1	0	Salle groupe	DG22.0257_P012	Façades, parois verticales extérieures	Murs et cloisons en dur	Fenêtre	Mastic Vitrier	tout	C	NA			ZPS O 12
AL	0	Façade Avant	DG22.0257_P011	Façades, parois verticales extérieures	Panneaux sandwichs	Façade	Joints d'Étanchéité	Façade Avant	C	NA			ZPS O 11
AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P013	Toiture, terrasse et étanchéité >	Complexe d'étanchéité	Toiture	Bande Bitumeuse	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 13

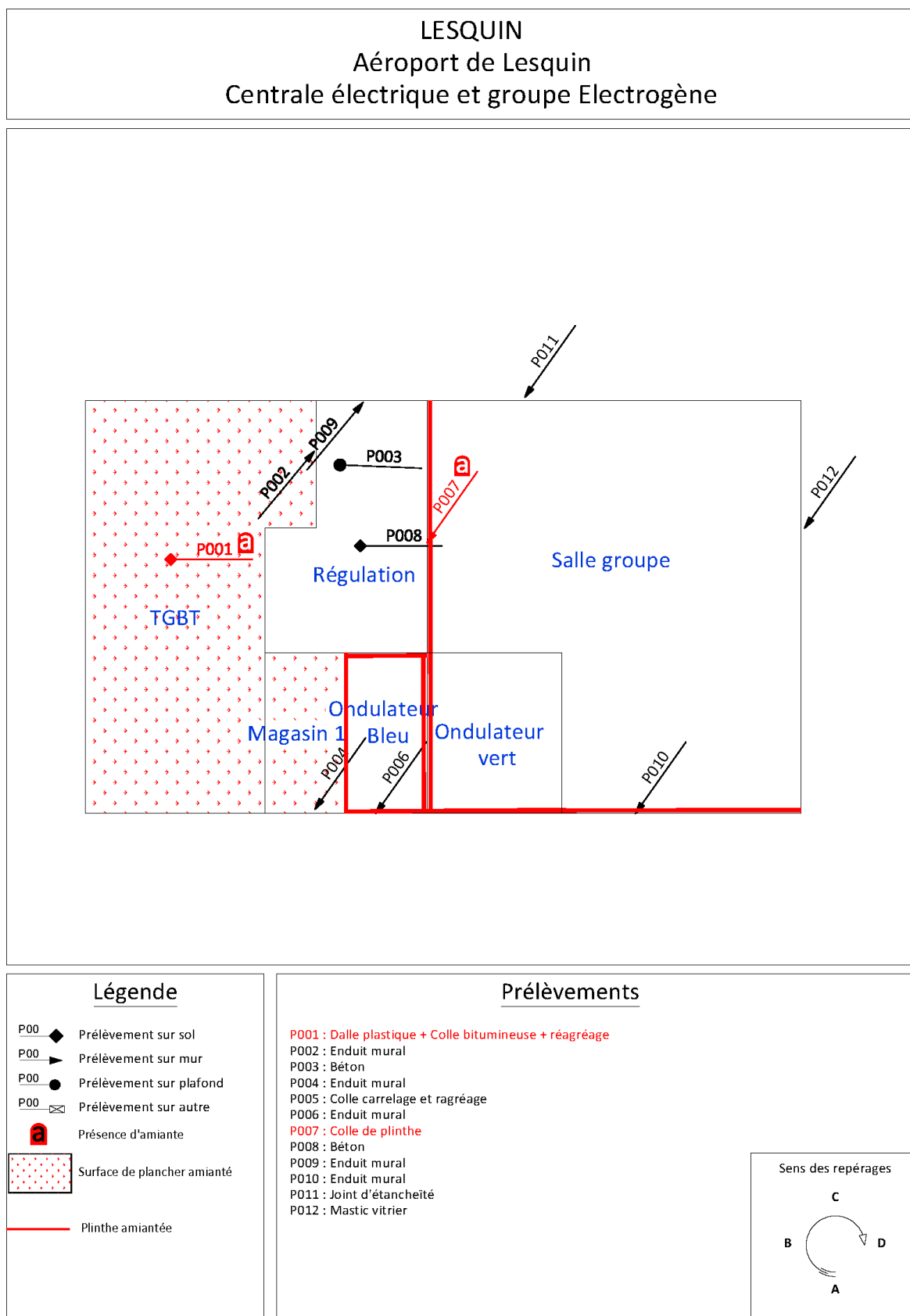
Rapport de repérage n° DG22.0257

AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P01 4	Toiture, terrasse et étanchéité >	Complexe d'étanchéité	Toiture	Complexe Asphalté	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 14
AL	1	Toiture Terrasse	DG22.0257_P01 5	Toiture, terrasse et étanchéité >	Eléments ponctuels et accessoires de toiture	Toiture	Autre Eléments Ponctuel	Toiture Terrasse	C	NA			ZPS O 15
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P00 5	Planchers et planchers techniques	Planchers	Sol	Colle Carrelage + Ragréage	tout	C	NA			ZPS O 5
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P01 0	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	CD	B	NA			ZPS O 10
AL/1	0	Onduleur Vert	Matériaux > 1997	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Murs et cloisons en dur	Mur	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	AB	B				
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P00 7	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtement s	Mur	Colle de Plinthe	AB	C	A	1,9	ml	ZPS O 7
AL/1	0	Onduleur Vert	DG22.0257_P00 3	Plafonds et faux- plafonds	Plafonds	Plafond	Béton	tout	B	NA			ZPS O 3

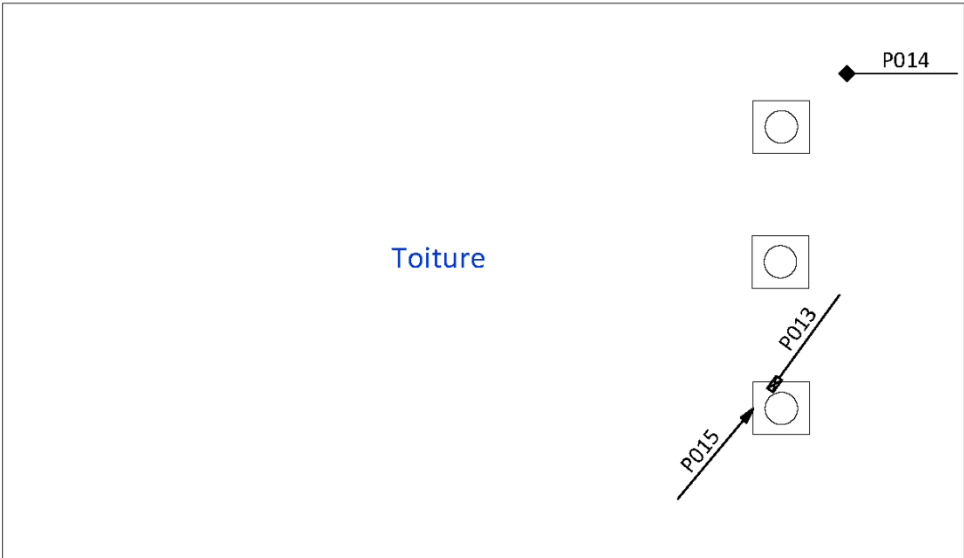
4. Bilan des zones amiante par ZPSO

N° Prélèvement	Type Composant	Composant	Elément	Matériaux (CODIF)	Liste	Résultat d'analyse	ZPSO	Locaux
DG22.0257_P001	Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols	Sol	Dalle Plastique + Colle Bitumineuse + Ragréage	C	A	ZPSO 1	Tgbt Magasin 1
DG22.0257_P007	Murs et cloisons, parois verticales intérieures	Revêtements	Mur	Colle de Plinthe	C	A	ZPSO 7	Onduleur bleu Salle groupe Onduleur vert

A. ANNEXE : CROQUIS



LESQUIN
Aéroport de Lesquin
Centrale électrique et groupe Electrogène



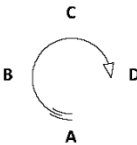
Légende

- P00 ◆ Prélèvement sur sol
- P00 ► Prélèvement sur mur
- P00 ● Prélèvement sur plafond
- P00 ☒ Prélèvement sur autre

Prélèvements

P013 : Bande bitumeuse
P014 : Complexe Asphalté
P015 : Joint

Sens des repérages



B. ANNEXE : PLANCHE DES ELEMENTS RELEVES

PHOTO 1 Prélèvement **DG22.0257_P001**
contenant de l'amiante - Dalle Plastique + Colle
Bitumineuse + Ragréage



PHOTO 2 Prélèvement **DG22.0257_P002**
sans amiante - Enduits à base de plâtre ou ciment ou
autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)



PHOTO 3 Prélèvement **DG22.0257_P003**
sans amiante - Béton



PHOTO 4 Prélèvement **DG22.0257_P004**
sans amiante - Enduits à base de plâtre ou ciment ou
autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)



PHOTO 5 Prélèvement **DG22.0257_P005**
sans amiante - Colle Carrelage + Ragréage



PHOTO 6 Prélèvement **DG22.0257_P006**
sans amiante - Enduits à base de plâtre ou ciment ou
autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)

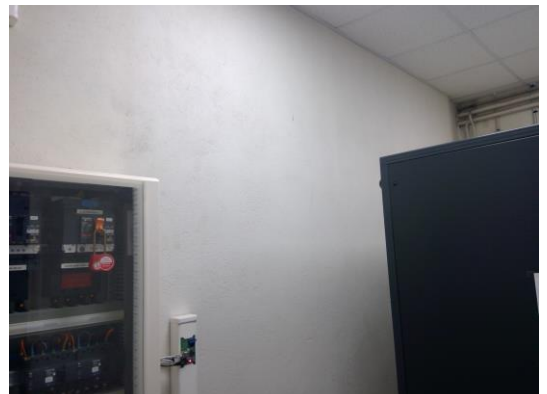


PHOTO 7 Prélèvement **DG22.0257_P007**
contenant de l'amiante - Colle de Plinthe



PHOTO 8 Prélèvement **DG22.0257_P008**
sans amiante - Béton

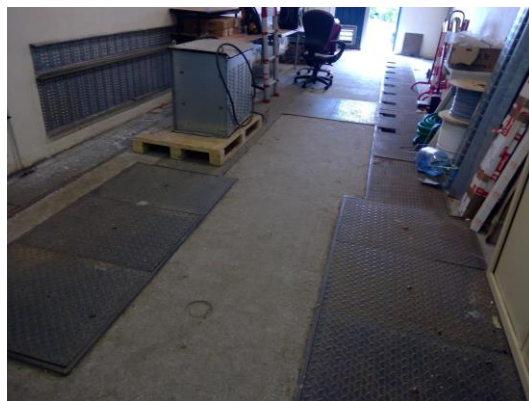


PHOTO 9 Prélèvement **DG22.0257_P009**
sans amiante - Enduits à base de plâtre ou ciment ou
autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)



PHOTO 10 Prélèvement **DG22.0257_P010**
sans amiante - Enduits à base de plâtre ou ciment ou
autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)



PHOTO 11 Prélèvement **DG22.0257_P011**
sans amiante - Joints d'Etanchéité



PHOTO 12 Prélèvement **DG22.0257_P012**
sans amiante - Mastic Vitrier



PHOTO 13 Prélèvement **DG22.0257_P013**
sans amiante - Bande Bitumeuse



PHOTO 14 Prélèvement **DG22.0257_P014**
sans amiante - Complexe Asphalté



PHOTO 15 Prélèvement **DG22.0257_P015**
sans amiante - Autre Eléments Ponctuel



C. ANNEXE : Rapports d'analyse des échantillons prélevés



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

INGEO

Diagnostic

1 rue Cassini

BP 60117

Blendecques

62502 SAINT OMER CEDEX

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-22-NM-031116-01

Date d'émission de rapport : 19/05/2022 16:44

Page1/5

Dossier N° : 22NM017416

Date de réception : 17/05/2022

Date d'analyse : 18/05/2022

Référence dossier Client:DG22.0257

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001 (1)	P001 / 0257 / Dalle Plastique + Colle Bitumineuse + Ragréage	Matériau (beige) (pulvérulent) ; matériau semi-dur de type dalle de sol (noir) ; matériau de type colle bitumineux (noir) ; matériau (rose) en traces ; matériau dur de type mortier, béton, chape (granulaire) (gris) (beige)	MOLP * / LJL4	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
002	P002 / 0257 / Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau dur de type ciment (granulaire) (gris)	MET * / LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau dur de type ciment (granulaire) (gris)	MET * / LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
003	P003 / 0257 / Béton	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (granulaire) (gris)	MET * / LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
004	P004 / 0257 / Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau dur de type ciment (gris)	MET * / LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

Bâtiment B1, 1294, rue Achille PERES

F-59640 Dunkerque, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 3 28 69 72 90 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 7 500€ RCS DUNKERQUE SIRET 441 675 451 00054 TVA FR60 441 675 451 APE 7112B

ACCREDITATION N°
1- 1935
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



INGEO Ingénierie - Géomètres Experts

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du Cabinet INGEO



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-22-NM-031116-01 Date d'émission de rapport : 19/05/2022 16:44 Page2/5
 Dossier N° : 22NM017416 Date de réception : 17/05/2022 Date d'analyse : 18/05/2022
 Référence dossier Client:DG22.0257

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
		Matériau dur de type ciment (gris) ; matériau (marron) en traces	MET * /LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
005	P005 / 0257 / Colle Carrelage + Ragréage	Matériau dur de type ciment-colle (beige) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (granulaire) (beige) en traces ; matériau (gris) (pulvérulent)	MET * /LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
006	P006 / 0257 / Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau dur de type ciment (granulaire) (gris)(i)	MET * /LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau dur de type ciment (granulaire) (gris)	MET * /LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
007	P007 / 0257 / Colle de Plinthe	Matériau (blanc) en traces ; matériau dur de type ciment-colle (gris)	MET * /TNU6	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile *
008	P008 / 0257 / Béton	Matériau semi-dur de type ciment (granulaire) (gris)	MET * /LY3V	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
009	P009 / 0257 / Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)					

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

Bâtiment B1, 1294, rue Achille PERES

F-59640 Dunkerque, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 3 28 69 72 90 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 7 500€ RCS DUNKERQUE SIRET 441 675 451 00054 TVA FR60 441 675 451 APE 7112B

ACCREDITATION N°
1- 1935
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



INGEO Ingénierie - Géomètres Experts

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du Cabinet INGEO



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-22-NM-031116-01
 Dossier N° : 22NM017416
 Référence dossier Client: DG22.0257

Date d'émission de rapport : 19/05/2022 16:44
 Date de réception : 17/05/2022

Page 3/5
 Date d'analyse : 18/05/2022

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
		Matériau (gris) (foncé) en traces ; matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type ciment (granulaire) (gris) (foncé)	MET [*] / LY3V	1 / 2 [*]	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées [*]
010	P010 / 0257 / Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (Murs)	Matériau (marron) en traces ; matériau semi-dur de type ciment (granulaire) (gris)	MET [*] / DFJ3	1 / 2 [*]	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées [*]
011	P011 / 0257 / Joints d'Etanchéité	Matériau (marron) ; matériau de type peinture (beige) + (gris) ; matériau de type peinture (rouge) en traces ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau souple de type joint (transparent) ; matériau (gris) (foncé) en traces	MET [*] / DFJ3	1 / 2 [*]	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées [*]
012 (2)	P012 / 0257 / Mastic Vitrier	Matériau (noir) (pulvérulent) ; matériau de type peinture (blanc) en traces ; matériau semi-dur de type mastic (beige) ; matériau (marron) en traces	MET [*] / DFJ3	1 / 2 [*]	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées [*]
013	P013 / 0257 / Bande Bitumeuse	Matériau (marron) + (beige) (brillant) en traces ; matériau de type aluminium (gris) (brillant) ; matériau souple bitumineux (noir) (collant)	MET [*] / DFJ3	1 / 2 [*]	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées [*]
014	P014 / 0257 / Complexe Asphalté					

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

Bâtiment B1, 1294, rue Achille PERES

F-59640 Dunkerque, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 3 28 69 72 90 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 7 500€ RCS DUNKERQUE SIRET 441 675 451 00054 TVA FR60 441 675 451 APE 7112B

ACCREDITATION N°
 1- 1935
 Portée disponible sur
www.cofrac.fr



INGEO Ingénierie - Géomètres Experts

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du Cabinet INGEO

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-22-NM-031116-01 Date d'émission de rapport : 19/05/2022 16:44 Page4/5
 Dossier N° : 22NM017416 Date de réception : 17/05/2022 Date d'analyse : 18/05/2022
 Référence dossier Client:DG22.0257

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
		Matériau souple bitumineux (noir) (granulaire) (fibreuse) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (granulaire) (gris)	MET* / DFJ3	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
015	P015 / 0257 / Autre Eléments Ponctuel	Matériau de type peinture (noir) en traces ; matériau souple (blanc) ; matériau (beige) (foncé) en traces	MET* / DFJ3	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Observation(s) échantillon(s)

- (1) Les fibres d'amiante ont été détectées dans « colle noire bitumineuse ». Les autres matériaux décrits simultanément ne peuvent pas être séparés et analysés séparément, en conséquence, en raison du risque d'intercontamination, le résultat d'analyse est rendu sur l'ensemble de la couche.
- (2) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

Observation(s) couche(s)

- (i) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO24083**) en vue d'une identification des fibres au Microscop Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) selon le guide **HSG 248 - annexe 2**.

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscop Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur.

Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

Bâtiment B1, 1294, rue Achille PERES

F-59640 Dunkerque, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 3 28 69 72 90 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 7 500€ RCS DUNKERQUE SIRET 441 675 451 00054 TVA FR60 441 675 451 APE 7112B

ACCREDITATION N°
1 - 1935
Portée disponible sur
www.cofrac.fr





Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-22-NM-031116-01
Dossier N° : 22NM017416
Référence dossier Client:DG22.0257

Date d'émission de rapport : 19/05/2022 16:44
Date de réception : 17/05/2022

Page 5/5
Date d'analyse : 18/05/2022

Dorine Denys
Tech. Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Nord-Ouest CEBAT

Bâtiment B1, 1294, rue Achille PERES

F-59640 Dunkerque, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 3 28 69 72 90 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 7 500€ RCS DUNKERQUE SIRET 441 675 451 00054 TVA FR60 441 675 451 APE 7112B

ACCREDITATION N°
1 - 1935
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



INGEO Ingénierie - Géomètres Experts

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du Cabinet INGEO

ANNEXE I de l'arrêté du 21 décembre 2012

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels

soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

INGEO Ingénierie - Géomètres Experts

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du Cabinet INGEO

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

E. ANNEXE : Certificat et assurance



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI 3128 Version 006

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur MARTEL Reynald

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 13/07/2017 - Date d'expiration : 12/07/2022
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 13/07/2017 - Date d'expiration : 12/07/2022
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 15/11/2017 - Date d'expiration : 14/11/2022
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 06/08/2020 - Date d'expiration : 05/08/2027
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 02/11/2017 - Date d'expiration : 01/11/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 17/12/2019 - Date d'expiration : 16/12/2024

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 11/08/2020.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des conseils de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2015 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis - Arrêté du 21 novembre 2005 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev14



Attestation d'assurance de responsabilité des géomètres-experts Valable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

Etablie en application de la délibération du Conseil supérieur en date du 15 décembre 2015

L'assureur soussigné :
Raison sociale de la compagnie : **ALLIANZ**
Nom du courtier : **VERSPIEREN**
Adresse : **8 Avenue du Stade de France**

CP : **93218** Ville : **LA PLAINE SAINT DENIS**

Atteste que Monsieur et/ou Madame soussigné(e) :

Nom ou raison sociale : **SARL INGENIO**
Numéro d'inscription à l'Ordre des géomètres-experts : **2010B200023**
Adresse : **1 RUE CASSINI** CP : **62575** Ville : **BLENDÉCQUES**
SIRET : **33011940500109**

Est titulaire d'un contrat d'assurance **Contrat n°58 709 861 / n° 15369147** valide la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, conforme aux dispositions décrites ci-après :

Garanties :

1) Responsabilité civile professionnelle :

Montant de la somme garantie : **5.000.000 € par sinistre et par année d'assurance**

Dont dommages immatériels non consécutifs : **2 500 000 € par sinistre et par année d'assurance**

- D'autres limitations réduisant la garantie à moins de 1.500.000 € existent-elles ?... oui ☐ non ☒

- Le nombre des sinistres garantis dans l'année est-il limité ? oui ☐ non ☒

- Le montant des sinistres garantis est-il limité dans l'année ? oui ☒ non ☐

Montant de la somme garantie : **5.000.000 € par sinistre et par année d'assurance**

Dont dommages immatériels non consécutifs : **2 500 000 € par sinistre et par année d'assurance**

- Franchise : 10% avec un minimum 800 € et un maximum 2400 € - modalités d'application : par sinistre

2) Responsabilité civile générale d'exploitation

- Dommages corporels : montant couvert : **10.000.000 €**

- Dommages matériels et immatériels : montant couvert : **1.600.000 €**

- Est-elle limitée pour les risques liés aux atteintes à l'environnement : oui ☒ non ☐

- Autres limitations : Faute inexcusable de l'employeur, accidents du travail, maladies professionnelles

3) Garantie subséquente (Réassurance GS 18/12/2001 et Art. 80 de la loi de sécurité financière du 01/08/2003)

- La garantie subséquente est-elle acquise du jour de la souscription du contrat ? oui ☒ non ☐

- Pour quel montant par sinistre ? **2.500.000 €**

- Est-elle limitée en nombre de sinistres ? oui ☐ non ☒

- Le montant des sinistres est-il limité dans l'année : oui ☒ non ☐

- Si oui, quel est la limite annuelle de garantie : **2.500.000 €**

4) Garantie décennale (maîtrise d'œuvre bâtiment et/ou génie civil Art. 1792-4-1 C.civ.) Contrat n° 58 754 422

Domaine obligatoire (Art. L. 243-1-1 D. assurances)

- Montant de la somme garantie par sinistre en habitation et hors habitation : A hauteur du coût des travaux de

réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de la construction

- en cas de CCRD : 3.000.000 euros par sinistre

- équivalent sur la décennale pour le sous-traitant sur les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance : 3 000 000 euros

par sinistre.

- Le nombre et le montant des sinistres garantis dans l'année est-il limité ? oui ☐ non ☒

- Franchise : - montant : **1400 euros** - modalités d'application : **Par sinistre.**

Domaine non obligatoire (Art. L.243-1-1 C. assurances)

- Montant de la somme garantie par sinistre : 3 000 000 € par sinistre

- Le nombre et le montant des sinistres garantis dans l'année est-il limité ? oui ☒ non ☐

- Si oui, quelle est la limitation ? - nombre : - montant : 3 000 000 €

- Franchise : **1400 euros** - modalités d'application : **Par sinistre**

- Responsabilité en qualité de sous-traitant : montant 3 000 000 € par sinistre

5) Activités de diagnostic technique garantiesoui ☒ non ☐

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les

compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation

l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés.

Dossier de Diagnostic Technique appelés « diagnostics réglementaires » exercés :

DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES

Activités hors Dossier de Diagnostic Technique (DDT) exercées

• Contrôle visuel amiante/plomb après travaux

• Recherche de plomb avant travaux/démolition

• Etat parasitaire : mûres, vrilles, lyctus, etc

• Déchets de chantier - articles R 111-43 à R 111-49 du Code de la construction et de l'habitation (CCH)

• Amiante avant travaux/avant démolition pour autant qu'il n'y ait pas de préconisations de travaux. En complément des

exclusions figurant au contrat, sont exclus les dommages de la nature de ceux qui, en droit français, engagent la

responsabilité des constructeurs, des fabricants ou assimilés en vertu des articles 1792 à 1792-6 du Code civil, ainsi que

les dommages immatériels qui en résultent. >>

6) Garantie de la responsabilité civile professionnelle des activités

Certifié exact

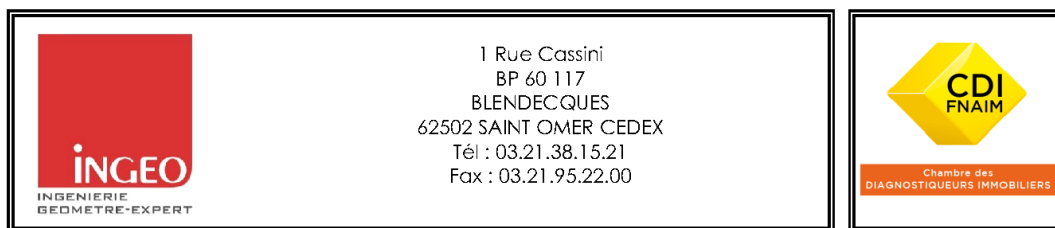
Pour l'Assureur, Nom – Qualité :

Pour l'Assuré, Nom – Qualité :



N° Orles : 07 001 562





ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. Clément FAUQUEMBERGUE, gérant de la SARL INGENIO, adhérent à la chambre des Diagnostiqueurs FNAIM, atteste sur l'honneur et conformément aux dispositions de l'article R.271-3 du code de la construction et de l'habitation remplir les conditions de compétence, d'organisation et d'assurance définies par les articles R.271-1 et R.271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 du même code.

Garantie de compétences :

M. Clément FAUQUEMBERGUE, atteste que la SARL INGENIO, emploie des salariés qui disposent des compétences certifiées par les organismes SGS et ICERT attestées par un certificat de compétence pour les diagnostics « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment », « repérage et diagnostic amiante dans les immeubles bâtis », constat de risque d'exposition au plomb / diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures », « Etat de l'installation intérieure de gaz », « diagnostic de la performance énergétique », « Etat de l'installation intérieure d'électricité ».

Organisation :

La SARL INGENIO, dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Assurance :

La SARL INGENIO, est assurée auprès de la compagnie ALLIANZ-VERSPIEREN sous le numéro 58709861/15369147 pour un montant de 5 000 000 Euros permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de la responsabilité civile professionnelle à raison des interventions garanties. Cette assurance est valable pour l'année civile en cours.

Impartialité et Indépendance :

J'atteste que la SARL INGENIO, n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance et que la SARL INGENIO n'a aucun intérêt commun avec le propriétaire du bien ni avec son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir un diagnostic.

J'ai conscience que toute fausse attestation expose aux sanctions prévues par les articles 441-1 et 441-7 du code pénal et que l'établissement d'un diagnostic, sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R.271-1 et R.271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, en application de l'article R 271-4 du code de la construction et de l'habitation. La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.

Fait à Saint Omer,
Le 3 janvier 2022,
C. FAUQUEMBERGUE

